

Résultats annuels

2012/2013

Performances robustes malgré un environnement économique incertain

- Les revenus de l'année 2012/2013 ont atteint 1 147 millions d'euros contre 1 135 millions d'euros pour l'année 2011/2012
- Le résultat d'exploitation, qui s'élève à 165 millions d'euros, est resté à un niveau similaire à celui de l'exercice précédent
- Le résultat net – part du Groupe s'établit à 47 millions d'euros en 2012/2013 contre 37 millions d'euros en 2011/2012
- Le résultat net – part du Groupe 2012/2013 ajusté ¹ ressort à 62 millions d'euros contre 53 millions d'euros en 2011/2012, représentant un bénéfice net par action de 0.90€ (0.78€ en 2011/2012)
- La progression des revenus de l'activité de Conseil financier, en dépit de la volatilité du marché des fusions-acquisitions mondiales, reflète l'accroissement de nos parts de marché ainsi que l'excellente position que nous y occupons
- L'activité de la Banque privée et de la Gestion d'actifs a connu une année difficile, marquée par une stabilité de ses revenus et un recul de ses bénéficiaires. Les actifs sous gestion ont atteint 38,4 milliards d'euros, en progression de 7%, grâce à l'appréciation des marchés et à une collecte nette de 0,6 milliard d'euros incluant les actifs liés à l'acquisition de HDF Finance
- L'activité de Capital investissement poursuit son développement avec l'enrichissement de son offre. Les actifs sous gestion se sont élevés à 2,9 milliards d'euros
- Les mesures de réduction des coûts commencent à améliorer l'efficacité opérationnelle du Groupe

« Si l'environnement dans lequel nous exerçons nos activités demeure difficile – comme c'est le cas depuis le début de la crise financière mondiale –, les résultats annuels 2012/2013 sont le reflet de la solidité et de la résilience de notre modèle. Au cours de cette période, nous avons renforcé nos parts de marché, et, grâce à notre forte présence internationale, nous sommes bien positionnés pour bénéficier d'une amélioration des conditions de marché, lorsque celle-ci interviendra » ont déclaré Nigel Higgins et Olivier Pécoux, Directeurs généraux du Groupe. « La stabilité et la pérennité de l'actionariat, la structure financière solide du Groupe et la qualité des équipes représentent des atouts essentiels dans la poursuite de notre stratégie de développement de nos métiers ainsi que pour la mise en œuvre des synergies entre nos métiers de base. »

¹ Se reporter à l'annexe 1 pour informations complémentaires.

Chiffres clés

<i>(in €m)</i>	2011/2012	2012/2013	Var	Var %
Revenus	1,135	1,147	12	1%
Charges de personnel	(686)	(696)	(10)	(1)%
Charges administratives	(229)	(219)	10	4%
Dotations aux amortissements et dépréciation	(28)	(36)	(8)	(27)%
Coût du risque	(26)	(31)	(5)	(21)%
Résultat d'exploitation	166	165	(1)	(1)%
Autres produits / charges	7	11	4	57%
Dépréciation de BPER	-	(46)	(46)	n/a
Résultat avant impôt	173	130	(43)	(25)%
Impôt sur les bénéfices	(32)	(40)	(8)	(25)%
Résultat net consolidé	141	90	(51)	(36)%
Participations ne donnant pas le contrôle	(104)	(43)	61	59%
Résultat net - part du Groupe	37	47	10	26%
Participations ne donnant pas le contrôle si la réorganisation était intervenue le 1er Avril 2011	16	(16)	(32)	n/a
Dépréciation de BPER - part du Groupe	-	31	31	n/a
Résultat net - part du Groupe ajusté	53	62	9	16%
<i>Bénéfice par action</i>	<i>1.24 €</i>	<i>0.78 €</i>		
<i>Bénéfice par action - ajusté</i>	<i>0.78 €</i>	<i>0.90 €</i>		
<i>Rentabilité des capitaux propres</i>	<i>5.1%</i>	<i>4.1%</i>		
<i>Rentabilité des capitaux propres ajustée</i>	<i>4.5%</i>	<i>5.1%</i>		

Deux ajustements ont été apportés au Résultat net – part du Groupe afin de normaliser et de faciliter la comparaison des résultats entre les deux exercices. Premièrement, la répartition du bénéfice entre la part du Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle a été recalculée comme si la réorganisation du Groupe était intervenue le 1^{er} avril 2011. Deuxièmement, l'impact de la dépréciation de l'investissement de long terme dans la Banque Privée Edmond de Rothschild (« BPER ») a été soustrait des résultats 2012/2013 (ces ajustements sont décrits plus en détail à l'annexe 1 en page 8).

Revue des métiers

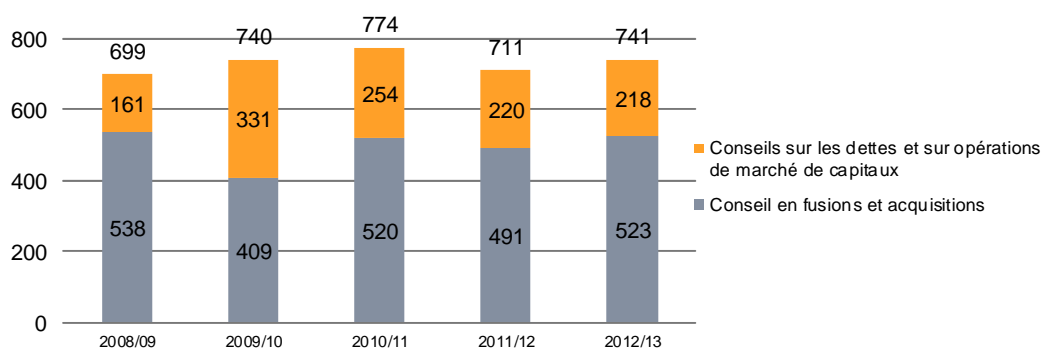
Le Groupe intervient dans deux métiers : d'une part le Conseil financier (*Global Financial Advisory*) qui comprend les activités de conseil en fusions et acquisitions, en financement et en restructuration de dettes et en opérations sur les marchés de capitaux; et d'autre part, la Gestion d'actifs au sens large, qui regroupe les activités de banque privée et de gestion d'actifs (*Wealth and Asset Management*) ainsi que le capital investissement (*Merchant Banking*). En complément, le Groupe est présent dans les financements spécialisés qui incluent essentiellement le portefeuille de prêts en voie d'extinction.

Conseil financier - (Global Financial Advisory)

L'activité du second semestre a été particulièrement forte, contrastant ainsi avec celle, plus modérée, du premier semestre. En conséquence, les revenus issus de l'activité de Conseil financier de l'exercice achevé en mars 2013 sont en progression de 4% à 741 millions d'euros par rapport aux 711 millions d'euros de l'exercice précédent. Cette performance a été obtenue en dépit de conditions de marché difficiles partout dans le monde (le marché européen des fusions et acquisitions a enregistré une baisse de valeur des transactions de 14%² par rapport à l'année dernière).

L'ampleur de notre offre et de notre diversification géographique a contribué à accroître nos revenus du conseil en fusions et acquisitions (523 millions d'euros en 2012/2013, en hausse de 6% par rapport aux 491 millions d'euros de 2011/2012) permettant ainsi de compenser la stabilité du conseil en financement (218 millions d'euros en 2012/2013, par rapport aux 220 millions d'euros de 2011/2012), et ce bien que l'activité sur les marchés de capitaux ait été inférieure à celle de l'année passée et que les taux de défaut sur les obligations d'entreprises américaines aient avoisiné des taux historiquement les plus bas dans un marché obligataire particulièrement dynamique.

Évolution des revenus par produit sur 5 ans (en millions d'euros)



Les revenus ont été élevés sur nos marchés Européens et d'Amérique latine – avec une performance particulièrement forte au Royaume-Uni ; ils sont demeurés stables en Amérique du Nord (la hausse des revenus issus du conseil en fusions et acquisition a compensé la réduction de ceux issus du conseil en restructuration de dette) et ont subi une légère baisse dans le reste du monde.

Au cours de l'année, Rothschild a conseillé de nombreuses opérations de fusions et acquisitions et de financement pour une valeur totale autour de 400 milliards de dollars US³, représentant une progression de 20% par rapport à l'exercice précédent. Le Groupe continue d'être classé parmi les meilleurs conseillers et arrive à la 5^{ème} place mondiale et à la 1^{ère} place en Europe en nombre d'opérations de fusion et acquisition réalisées⁴.

Parmi les opérations publiques en fusions et acquisitions conseillé par Rothschild au cours de l'exercice figure :

- GDF SUEZ pour l'acquisition des 30% encore non détenus dans le capital d'International Power (9,5 milliards d'euros),
- Nestlé pour l'acquisition de Pfizer Nutrition (11,8 milliards de dollars US),
- Redecard lors de l'offre publique d'achat dont il a fait l'objet et de son retrait de la cote du *Novo Mercado* de BM&F Bovespa (6,8 milliards de dollars US),
- Huit embouteilleurs espagnols de la société Coca-Cola lors de leur fusion (5,1 milliards d'euros),
- Sberbank pour l'acquisition de Denizbank auprès de Dexia (3,5 milliards de dollars US),
- le consortium composé de Marubeni, POSCO et STX lors de l'acquisition d'une participation de 30 % dans le Projet minier Roy Hill (3,5 milliards de dollars australiens),

² Source : Thomson Reuters (transactions finalisées, tous engagements européens)

³ Source : Thomson Reuters et données internes Rothschild

⁴ Source : Thomson Reuters, transactions finalisées

- ThyssenKrupp pour la cession de son activité de production d'acier inoxydable à Outokumpu (2,7 milliards d'euros),
- Cookson pour la cession de sa division *Performance Materials* (2,1 milliards de livres sterling),
- Un Groupe de détenteurs d'obligations lors de la restructuration de Deutsche Annington (4,3 milliards d'euros),
- Seat Pagine Gialle sur la restructuration de son capital (2,7 milliards d'euros),
- Peel Ports sur son refinancement et sur des mécanismes de couverture connexes (1,6 milliard de livres sterling),
- Tereos pour son refinancement bancaire et obligataire (1,5 milliard d'euros),
- l'Etat portugais sur la recapitalisation de Banif (1,1 milliard d'euros) et de CGD, BCP et BPI (6,6 milliards d'euros),
- Volkswagen sur l'émission d'obligations remboursables en actions (2,5 milliards d'euros),
- CLP Holdings pour son placement d'actions (1 milliard de dollars US).

Banque privée et Gestion d'actifs - (Wealth and Asset Management)

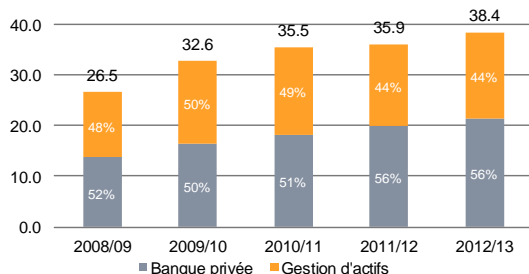
L'année 2012/2013 a été plus difficile pour la Banque privée et la Gestion d'actifs : les revenus se sont établis à 281 millions d'euros, soit un niveau proche des 284 millions d'euros de l'exercice précédent, mais avec une moindre profitabilité. Les revenus et les marges ont été impactés par l'incertitude qui règne sur les marchés financiers avec pour conséquence moins de transactions, des reports sur des produits moins risqués dans un contexte de faible taux d'intérêt.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 7% pour atteindre 38,4 milliards d'euros contre 35,9 milliards d'euros au 31 mars 2012. Cette hausse provient de l'appréciation globale du marché (1,9 milliard d'euros) et d'une collecte nette positive de 0,6 milliard d'euros (incluant les actifs issus de l'acquisition de HDF Finance).

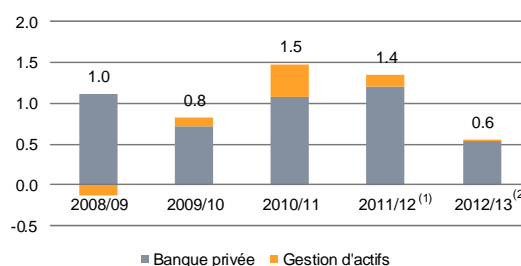
Les activités européennes de banque privée sont en croissance, particulièrement au Royaume-Uni, malgré la faiblesse générale de l'économie européenne. Toutefois, les pressions auxquelles ne cessent d'être soumises ces activités, notamment celles résultant d'une réglementation toujours croissante, persisteront en 2013/2014.

La gestion d'actifs institutionnelle continue son effort de diversification de son offre de produits afin de favoriser la croissance de cette activité sur de nouveaux marchés et d'accroître ses revenus au cours des prochaines années.

Évolution des actifs sous gestion sur 5 ans



Évolution de la collecte nette sur 5 ans



(1) 2011/12 – La collecte nette ne tient pas compte de la sortie de 1,5 milliard d'euros d'actifs sous gestion liée à la cession partielle de Sélection R en France.

(2) 2012/13 – La collecte nette intègre l'entrée de 0,8 milliard d'euros d'actifs sous gestion liée à la fusion avec HDF Finance en France.

Capital investissement – (Merchant Banking)

L'activité de Capital investissement regroupe à présent tous les fonds de capital investissement pour compte de tiers (y compris les fonds de dettes non cotés) ainsi que l'activité d'investissement pour compte propre.

Au cours de l'exercice achevé le 31 mars 2013, cette activité a généré 69 millions d'euros de revenus contre 71 millions d'euros au cours de l'exercice précédent. Ces revenus comprennent :

- 31 millions d'euros de commissions de gestion (19 millions d'euros en 2011/2012),
- 37 millions d'euros de plus-values (49 millions d'euros en 2011/2012),
- 20 millions d'euros de revenus d'intérêts et de dividendes (19 millions d'euros en 2011/2012),
- auxquels il convient de déduire 19 millions d'euros de provisions (16 millions d'euros en 2011/2012).

Au cours de l'exercice 2012/2013, des cessions ont été réalisées pour un montant total de 112 millions d'euros générant 37 millions d'euros de plus-value. Par ailleurs, 54 millions d'euros ont été investis, dont 22 millions d'euros au titre d'investissements pour compte propre et 32 millions d'euros par le biais des fonds gérés pour le compte de tiers.

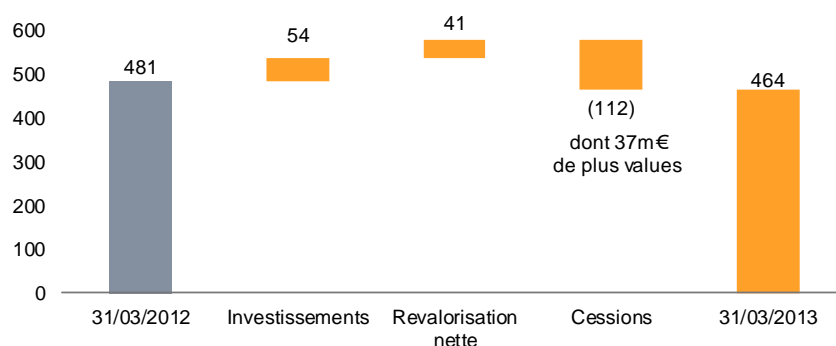
Le Groupe a poursuivi le développement de son offre avec le lancement d'un nouveau fonds – Five Arrows Credit Solutions – destiné à profiter des opportunités d'investissement sur le marché européen de la dette à haut rendement, tant sur le marché primaire que secondaire. Ce fonds a réalisé un premier *closing* en mai 2013 réunissant 235 millions d'euros d'engagements. En outre, le fonds de dette senior européenne Oberon a réalisé un premier *closing* pour un montant de 130 millions d'euros d'engagements.

Les actifs sous gestion s'élevaient à 2,9 milliards d'euros au 31 mars 2013, identique à l'année précédente.

Valeur des actifs du Groupe (en millions d'euros)

	31/03/2012	31/03/2013
Fonds d'investissements pour compte de tiers	123	128
Investissements pour compte propre	211	193
Autres	147	143
Total	481	464

Variation de la valeur des actifs sur un an (en millions d'euros)



Financements spécialisés

En 2008, le Groupe a décidé de se concentrer sur les financements spécialisés afin de promouvoir son activité de financement d'équipement et de se désengager progressivement du métier de banque de financement.

Le portefeuille de prêts commerciaux a continué sa réduction en ligne avec les prévisions. Les encours se sont élevés à 570 millions d'euros au 31 mars 2013, en recul par rapport aux 805 millions d'euros du 31 mars 2012. Ce montant représente à présent un tiers du niveau de 2008.

Charges d'exploitation

Charges de personnel

Les charges de personnel se sont établies à 696,1 millions d'euros contre 686,4 millions d'euros l'année précédente. L'augmentation de 9,7 millions d'euros est principalement due à l'accroissement des rémunérations variables liée à la hausse des revenus de l'activité Conseil financier. Le programme d'optimisation des ressources de cette activité, lancé au cours de l'exercice 2011/2012, produira pleinement ses effets sur l'exercice 2013/2014. Le nombre de collaborateurs de l'ensemble du Groupe a diminué de 3%, passant de 2.836 à 2.764.

Charges administratives

Les charges administratives se sont élevées à 218,9 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2013 contre 228,5 millions d'euros en 2011/2012, soit une diminution de 9,6 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution est en partie imputable aux initiatives de réduction des coûts du Groupe et des fonctions support.

Coût du risque

Le coût du risque s'est établi à 31,4 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 mars 2013 contre 26,2 millions d'euros en 2011/2012. Ce montant comprend 10 millions d'euros de provisions relatives au portefeuille de prêts commerciaux en voie d'extinction (contre 13 millions d'euros l'année passée), les provisions restantes portent essentiellement sur des créances de l'activité de Conseil financier et sur les dépréciations constatées sur des investissements en titres de dette au sein de l'activité de Merchant Banking.

Résultat avant Impôt

Le résultat avant impôt comprend une dépréciation de 46 millions d'euros relative à l'investissement long terme du Groupe dans la Banque Privée Edmond de Rothschild (« BPER »). Cette dépréciation est décrite plus en détail à l'annexe 1 en page 8.

Impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices de l'exercice clos le 31 mars 2013 s'est élevé à 40 millions d'euros, il se répartit entre une charge d'impôt courant de 44 millions d'euros et un crédit d'impôt différé de 4 millions d'euros, soit un taux d'imposition réel de 30,7%. Il convient de noter que le taux d'imposition aurait été de 25% sans la dépréciation sur BPER. En 2011/2012, la charge d'impôt avait été de 32 millions d'euros, représentant un taux d'imposition réel de 18,4%.

L'augmentation du taux d'imposition réel est essentiellement due à un fléchissement, cette année, des plus-values non imposables, à la nouvelle taxe française de 3% sur les dividendes et à l'alourdissement des impôts en France à la suite de la réorganisation du Groupe.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle ont diminué de façon significative, passant de 104 millions d'euros au 31 mars 2012 à 43 millions d'euros au 31 mars 2013, en raison de la réorganisation du Groupe de juin 2012 suite à laquelle le Groupe détient à présent 97,3% du capital de RCH et 98,7% du capital de RCB (détail à l'annexe 1 en page 8).

Liquidités – Gestion des fonds propres

Le Groupe conserve un important volant de liquidités. Au 31 mars 2013, les disponibilités placées auprès des banques centrales représentaient 56% de l'actif total contre 50% l'année précédente. Les capitaux propres - part du Groupe, sont passés de 720,8 millions d'euros à 1 228,9 millions d'euros au 31 mars 2013 à la suite de la réorganisation de juin 2012.

Ratio de solvabilité du Groupe

Paris Orléans est régulée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel (« ACP ») en tant que Compagnie Financière. Les ratios réglementaires sont transmis à l'ACP sur base semestrielle, au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. A ces mêmes dates, le ratio de capital Tier 1 et le ratio de solvabilité global du Groupe étaient largement supérieurs aux ratios de solvabilité minimum imposés par Bâle II. Les ratios les plus récents, calculés pour le reporting interne, ainsi que ceux calculés pour l'exercice précédent sont détaillés ci-dessous.

	31/03/2012	31/03/2013	Minimum Bâle II
Ratio de capital Tier 1	14,1%	19,7%	4%
Ratio de solvabilité global	24,8%	25,9%	8%

Source: Paris Orléans, données financières non auditées

Dividende

PO Gestion SAS, associé gérant commandité de Paris Orléans, proposera un dividende de 0.50€ par action, équivalent à celui de l'année dernière, à l'Assemblée générale annuelle de Paris Orléans du 26 septembre 2013, qui est appelée à approuver les états financiers de l'exercice achevé le 31 mars 2013. La Gérance proposera aux actionnaires le droit de choisir que le dividende soit payé en numéraire ou en actions nouvelles de Paris Orléans, étant précisé que l'option choisie s'appliquera au montant total du dividende auquel ils ont droit.

Perspectives à moyen terme

Dans un contexte économique difficile et fragile, nous orientons nos efforts sur la rentabilité, la flexibilité et la maîtrise des coûts ainsi que sur la mise en œuvre des synergies entre nos métiers résultant de la réorganisation du Groupe. Nous sommes convaincus que le Groupe continue d'offrir à ses clients des services de qualité exceptionnelle dans toutes ses activités et qu'il bénéficiera de l'amélioration des conditions du marché dès qu'elles se présenteront.

Annexe 1 – Éléments particuliers ayant un impact sur les résultats

Afin de présenter une image plus comparable de la performance du Groupe, le résultat net – part du Groupe, le bénéfice par action et la rentabilité des capitaux propres ont fait l'objet de deux ajustements.

Impact des participations ne donnant pas le contrôle sur la réorganisation de juin 2012

En juin 2012, les actionnaires ont approuvé une importante étape du processus destiné à simplifier la structure de notre Groupe. La réorganisation a consisté en l'acquisition par Paris Orléans de certaines participations qui étaient détenues par des tiers dans deux de ses filiales (Rothschild & Cie Banque – « RCB » – et Rothschilds Continuation Holdings – « RCH » –), l'acquisition a été rémunérée par l'émission d'actions ordinaires nouvelles de Paris Orléans. La répartition du bénéfice entre le résultat net – part du Groupe et les participations de donnant pas le contrôle a été recalculée comme si la réorganisation du Groupe était intervenue le 1^{er} avril 2011 :

- sur l'exercice 2011/2012, le résultat net – part du groupe aurait été supérieur de 16,2 millions d'euros ;
- sur l'exercice 2012/2013, le résultat net – part du groupe aurait été inférieur de 16,2 millions d'euros.

Dépréciation d'un groupe d'investissements

Le résultat avant impôt intègre une provision pour dépréciation de 46,2 millions d'euros relative à la participation long terme de 8,4 % du Groupe dans le capital de Banque Privée Edmond de Rothschild SA (« BPER »).

BPER, dont le siège social se trouve à Genève, est cotée à la Bourse suisse et exerce des activités de Banque privée et de Gestion d'actifs. Cette prise de participation, qui remonte aux années 1970, représente un investissement à long terme du Groupe. En novembre 2007, le groupe Paris Orléans a classé cet investissement dans les comptes consolidés parmi les actifs financiers disponibles à la vente, suite à l'acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle dans le groupe Rothschilds Continuation Holdings (holding qui détient cet investissement via une filiale).

Depuis 2007, conformément aux normes IFRS, cet investissement a régulièrement fait l'objet d'une évaluation à sa juste valeur fondée sur le prix courant, les variations de valeur étant inscrites dans les réserves des actifs disponibles à la vente. En novembre 2007, ce prix était significativement supérieur à ce qu'il est aujourd'hui, la baisse étant due à la conjonction du ralentissement économique mondial et des difficultés de l'ensemble du secteur bancaire depuis 2008 et, plus récemment, aux défis que doit affronter le secteur suisse de la Banque privée et de la Gestion d'actifs.

Si le prix de l'action de BPER au 31 mars 2013 est considérablement supérieur au coût initial pour le groupe bancaire Rothschild, c'est sur la baisse du prix de l'action par rapport à 2007 que s'est fondée la décision de dépréciation. Compte tenu des dispositions actuelles des normes IFRS et de la politique comptable du Groupe, les dirigeants ont décidé de déprécier l'investissement dans BPER.

Enfin, il convient de noter que la décision de dépréciation ne réduit pas l'actif net du Groupe, son seul impact sur le bilan consistant, en fait, en un transfert de la perte entre des composantes des réserves consolidées, la valeur comptable étant toujours celle du prix courant. Cet ajustement comptable n'a aucun effet sur les flux nets de trésorerie (du fait de l'absence de transaction).

À propos de Paris Orléans, société de tête de Rothschild

Paris Orléans est centré sur les métiers suivants :

- le Conseil financier (Global Financial Advisory) regroupe les activités de conseil en fusions et acquisitions, conseil en financement et en restructuration de dette et de conseil sur les opérations de marchés de capitaux ;
- la Banque privée et la gestion d'actifs (Wealth and Asset Management) intègrent également les activités de gestion institutionnelle et de fiducie ;
- le Capital investissement (Merchant Banking) regroupe les activités de capital investissement pour compte de tiers et pour compte propre.

Paris Orléans SCA est une société en commandite par actions de droit français, au capital de 141.806.058 €, inscrite au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 302 519 228. Siège social : 23 bis avenue de Messine, 75008 Paris, France. Paris Orléans est cotée sur le NYSE Euronext à Paris, Compartiment A – Code ISIN : FR0000031684.

Pour toute information, contacter :

Paris Orléans

23 bis, avenue de Messine

75008 Paris

Internet : www.paris-orleans.com

Relations investisseurs :

Marie-Laure Becquart

mlb@paris-orleans.com

Tél. : +33 (0)1 53 77 65 10

Relations avec la presse et les médias

– France

DGM Conseil - + 33 1 40 70 11 89

Michel Calzaroni - m.calza@dgm-conseil.fr

Olivier Labesse - labesse@dgm-conseil.fr

Relations avec la presse et les médias

– Royaume Uni

Smithfield - +44 (0)20 7360 4900

John Kiely - jkiely@smithfieldgroup.com

Alex Simmons -

asimmons@smithfieldgroup.com

Calendrier financier

- 9 août 2013 après la clôture du marché Informations financières du 1^{er} trimestre de l'exercice 2013/2014
- 26 septembre 2013 - 09 h 30 (heure de Paris) Assemblée générale annuelle des actionnaires
- 26 novembre 2013 après la clôture du marché Résultats du premier semestre de l'exercice 2013/2014
- 14 février 2014 après la clôture du marché Informations financières du 3^e trimestre de l'exercice 2013/2014
- 25 juin 2014 après la clôture du marché Résultats de l'exercice 2013/2014